

Le député Collard demande une commission d'enquête sur le financement islamiste par un État étranger



PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Tendant à la création d'une commission d'enquête sur le financement du prosélytisme islamiste et de la propagande salafiste par un État étranger,

présentée par Monsieur Gilbert COLLARD (député).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Dans un ouvrage très documenté, deux journalistes grands reporters révèlent au confinement l'ampleur, en France comme en Europe, des montes profondes financées par Qatar Charity, qui est la plus puissante organisation non gouvernementale localisée dans cet espace.

Ce livre expose pour la première fois des documents confidentiels concernant un plan d'investissements réalisés en vue de l'implantation en France d'une mouvance liée aux Frères musulmans. Il s'agit l'échec de 140 projets financés par cette ONG. - écoles libres en sous-traité avec l'État, mosquées ou centres islamiques. Les auteurs de l'ouvrage insistent sur pays européens et dans villes en France ciblées par ces investissements de la famille saoudite à Doha, avec des fonds transitant par Qatar Charity ou d'autres associations dévot.

Ce programme est plus particulièrement à diffuser la culture islamiste auprès d'un public jeune. D'après les sources citées, les bâtiments abritant vingt-cinq écoles en Europe seraient durs et déjà été acquis, en vue de leur transformation ultérieure en mosquées. L'ouvrage montre également que la fondation Qatar Charity, subventionnée par le ministère Qatari des affaires étrangères avec l'aide de la famille saoudite, finance au moins partiellement des mosquées et écoles grâce par « Mandatane de France » (lire à dire les

CCDF). Les fonds distribués en France s'élevaient à 21 millions d'euros répartis sur Rouen, Poitiers, Mulhouse, Nice, Marseille, Nîmes, Le Havre, Lyon...

Rappelons à ce propos le cas de l'homme Al Kindi de Lyon, dont le directeur a fait l'objet du front Al Nour, c'est à dire de la branche syrienne d'Al-Qaïda. D'ailleurs, en mai 2007, le ministre de l'Éducation de Lyon avait dû à l'époque révoquer par le gouvernement français parce qu'il contenait l'écriture de ce livre

projet. Graveable de ces révélations prouve qu'il existe des menaces et plus encore à terme, des risques majeurs de dangers islamistes et de troubles à l'ordre public, sur le territoire de la République Française. Rappelons en outre que des centres similaires diffusent l'activité d'un philosophe précher salafite, mis en cause par la justice française et très proche des Frères musulmans.

De la même façon, Qatar Charity est très liée à la famille d'un ancien terroriste extrêmement dangereux, soupçonné d'une attaque en novembre le 5 mars 2019 à la prison de Combe sur Saône.

Il est donc nécessaire que la représentation nationale vérifie l'exactitude des faits révélés, qu'elle en fasse le bilan exhaustif, qu'elle en mesure le danger et qu'elle en tire le cas échéant les conséquences qui s'imposent.

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 13 avril 2019

Source [Le Salon Beige] Le député RN Gilbert Collard a demandé la création d'une commission d'enquête sur le financement du prosélytisme islamiste et de la propagande salafiste par un État étranger suite aux révélations du livre *Qatar Papers* sur l'organisation Qatar Charity.

13/04/2019 06:00